

LES MANIFESTATIONS DE LA GUERRE FROIDE EN AFRIQUE CENTRALE (1961-1989)

INTRODUCTION

La fin de la Seconde Guerre mondiale consacre le partage du monde entre les États-Unis et l'URSS, seuls détenteurs de l'arme atomique en 1945 et 1949, au détriment des anciennes puissances européennes. Alliés contre l'Allemagne hitlérienne, les deux Grands deviennent des adversaires et, deux ans après la fin de la guerre, constituent deux blocs politiques, deux pôles idéologiquement hostiles. Le risque d'une conflagration nucléaire dissuade les deux superpuissances de s'affronter directement. Cette opposition indirecte, qui ne débouche pas sur la guerre au sens clausewitzien ou bouthoulien est appelée guerre froide. Cette dernière a renforcé et suscité un alignement quasi général au sein des deux camps antagonistes. La création de deux systèmes d'alliance militaires l'OTAN¹ (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) en 1949 et le pacte de Varsovie² en 1955, illustre bien cette réalité idéologique et diplomatico-stratégique du système international contemporain.

L'année 1947 est décisive et marque une rupture. Harry Truman, président des États-Unis depuis avril 1945, veut aider « les peuples libres » contre le communisme : c'est la doctrine de l'endiguement³. Le 5 juin 1947, son secrétaire d'État, George Marshall, propose⁴ un plan d'aide financière pour quatre ans à l'Europe afin d'endiguer l'essor du

1. L'Alliance atlantique était le pilier de la bipolarité Est-Ouest. Dès 1947, les Européens, inquiets de leur infériorité numérique militaire vis-à-vis de l'Armée rouge, ont émis le vœu de maintenir les forces américaines sur leur continent et d'obtenir ainsi une protection des États-Unis. Cette garantie de sécurité a été formalisée en 1949 dans le traité de Washington qui a donné naissance à l'OTAN.

2. Le pacte de Varsovie a fait office de pendant de l'OTAN.

3. Général CSIA au ministère Défense nationale, EMFAT, ministre Algérie.

4. Le général Marshall, lors de son allocution prononcée à Harvard avait laissé aux Européens l'opportunité de s'entendre sur la répartition de l'aide. Celle-ci s'adressait aussi à l'Europe de l'Est, y compris l'URSS. Le refus de Moscou dissuada les démocraties populaires. Seuls seize pays d'Europe occidentale, réunis à Paris en juillet 1947 avaient accepté cette aide.

communisme, qu'il estime lié aux problèmes économiques. Joseph Staline refuse le plan Marshall et oblige les pays occupés par l'Armée rouge, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, et Bulgarie, à le suivre. Dans chacun des deux camps, la peur de l'autre développe une véritable psychose. En URSS, les « purges » frappent aussi bien le parti que l'armée. Les camps se remplissent de plusieurs millions de détenus. La Yougoslavie, accusée de faire le jeu de l'impérialisme américain, est mise au banc du camp socialiste et comme une sorte de renégate, en juin 1948. Aux États-Unis, la « chasse aux sorcières » est engagée dès 1947 contre les communistes, puis amplifiée par le maccarthysme. En Europe occidentale, les Partis communistes français et italien, écartés du pouvoir en 1947, organisent de vastes campagnes contre l'impérialisme américain⁵.

Durant cette période, la dynamique de la rivalité a conduit les deux superpuissances à projeter sur l'ensemble du système international leur conflit, en cherchant à réunir autour d'elles, le plus grand nombre possible de loyautés. La constitution des deux blocs est l'expression de cette réalité. Cette tentative a toutefois rencontré certaines limites, en raison d'une part du refus d'une partie des membres du système international d'entrer dans la logique du conflit Est-Ouest et de prendre position et, d'autre part des lézardes qui sont apparues au sein des blocs constitués de part et d'autre⁶. Effective en 1947, la guerre froide va dominer les relations internationales jusqu'en 1989. L'objectif de cet article qui s'inscrit dans la perspective constructiviste qui met l'accent sur « le caractère social de la réalité internationale »⁷, et qui s'intéresse aux « compréhensions et aux représentations que les agents sociaux se font du monde, des compréhensions et représentations qui sont partagées »⁸, est d'analyser les origines de cette expression, le concept lui-même et de présenter l'implication de l'Afrique centrale dans le déroulement de cet affrontement indirect entre les deux Grands. Mieux, cette publication tente de répondre aux interrogations suivantes : qu'entend-on par guerre froide ? Où s'est-elle manifestée en Afrique centrale ?

I. À PROPOS DU CONCEPT DE GUERRE FROIDE

Si l'on en croit André Fontaine⁹, c'est le vieux financier américain Bernard Baruch, ancien conseiller de Roosevelt qui, le premier, parla

5. Anne Carol, Jean Garrigues, Martin Ivernel, *Dictionnaire d'Histoire contemporaine*, Paris, Hatier, 1993, p. 355-357, et Maurice Vaisse, *Les Relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 18-23.

6. Philippe Braillard, Mohammed Reza-Djalili, *Les Relations internationales*, Paris, PUF, 1997, p. 87.

7. Jean-François Thibault, *Représenter et connaître les relations internationales : Alexander Wendt et le paradigme constructiviste*. En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/note7.html> (p. 1) (le 29 janvier 2001).

8. Isabelle Masson, *Constructivisme*. En ligne : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes>, p. 1 (le 29 janvier 2001).

9. André Fontaine, *La guerre froide*, t. 1, Paris, Le Seuil, p. 8.

publiquement de guerre froide, dans un discours prononcé en 1947, lors de la discussion de la doctrine Truman d'assistance à la Grèce et à la Turquie. Quelques semaines plus tard, le journaliste Walter Lippman publia des articles et un livre sous ce titre. Cependant, il y avait bien longtemps que cette expression avait cours à Washington. À vrai dire, pour l'opinion courante, la guerre froide remonte au printemps 1946, plus exactement au discours par lequel Winston Churchill convia, à l'Université de Fulton, dans le Missouri, les peuples de langue anglaise à s'unir pour faire face à la menace soviétique. Ce concept désigne, en réalité une période tendue des relations internationales contemporaines. C'est à tout le moins l'interprétation qu'on peut faire de cette acception du concept de Mourre¹⁰ car, pour lui, la guerre froide c'est « la tension qui, peu de temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale, oppose les deux principaux vainqueurs de l'Allemagne hitlérienne : les États-Unis et l'URSS. Elle s'accompagne d'un puissant effort d'armement de part et d'autre, de nombreuses crises localisées ».

Pour le sociologue Raymond Aron, la guerre froide, c'est la période de ni guerre ni paix. C'est d'une certaine façon la teneur de sa définition du terme, car il pense que la guerre froide est la période de « guerre improbable » et de « paix impossible ». La guerre était improbable dans le sens où la dissuasion nucléaire dissuadait les grandes puissances de transformer la guerre froide en guerre véritable. En d'autres mots, les armes nucléaires, empêchant tout conflit les deux protagonistes, sont restées au stade de l'invective et de la guerre de propagande. Le rapport des forces entre Américains et Soviétiques a permis sans doute de contrôler leur hostilité réciproque. La paix était impossible dans la mesure où les buts des deux acteurs majeurs étaient divergents. L'URSS pensait établir son système au niveau de la planète, le camp occidental voulait la fin du communisme par conversion ou extinction.

De son côté, le stratégiste et internationaliste Pascal Boniface¹¹ pense que la guerre fut tout sauf une guerre. Soviétiques et Américains prirent le soin de s'arrêter au seuil du conflit, en laissant chaque fois à l'autre le soin de déclencher les hostilités (blocus de Berlin) ou en utilisant leurs alliés respectifs (guerre de Corée). Dans la même veine, et pour aller plus loin, renchérissons avec P. Braillard et M. Reza-Djalili¹², pour dire que la guerre froide était un

« conflit de nature idéologique, dans la mesure où il a opposé deux conceptions du monde, de l'ordre social, économique, à portée universelle. Il était toutefois également un conflit stratégique, car il voyait s'affronter deux superpuissances à la recherche d'une position hégémonique.

10. Michel Mourre, *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, t. 3, Paris, Bordas, 13.

11. Pascal Boniface, *Atlas des relations internationales*, Paris, Hatier, 1996, p. 22.

12. Philippe Braillard, Mohammed Reza-Djalili, *op. cit.*, p. 85-86.

Cet affrontement stratégique a été favorisé par le développement sans précédent de la puissance militaire de ces deux pays durant la guerre, par le vide de puissance créé en Europe à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que par les éléments d'instabilité qui ont présidé à l'émergence du Tiers Monde sur la scène internationale. Cette rivalité de puissance idéologico-stratégique a dominé sans conteste les rapports internationaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1980 [...] Ce conflit Est-Ouest a conduit à une course aux armements ruineuse et, par certains côtés, dévastatrice. »

Ces deux dernières acceptions du terme guerre froide se caractérisent par leur relative convergence. Si Pascal Boniface privilégie dans sa définition, entre autres, le caractère localisé de la guerre froide, Philippe Brailard et Mohammed Reza-Djalili, eux, mettent l'accent sur sa dimension idéologique et stratégique. Au fond, ces deux acceptions de l'expression ont le mérite de donner les caractéristiques du concept et de mettre en évidence les dimensions de la guerre froide. En ce sens, il n'est pas faux de dire qu'elles sont sans doute pertinentes dans la perspective réaliste où elles sont envisagées.

Dans l'approche constructiviste, la guerre froide peut être définie comme la « compréhension » et la « représentation » que les diplomates américains et soviétiques avaient et s'étaient fait du monde à cette époque. Au cours de cette période, les diplomates des États-Unis et de l'Union soviétique ont analysé le monde à partir de leur prisme culturel respectif. Mieux, Américains et Soviétiques ont compris et se sont représenté les relations internationales en fonction de leur contexte sociohistorique, dans le sens où la perspective constructiviste est « une entreprise d'historicisation et de contextualisation ». Au niveau épistémologique, la perspective qui nous occupe emprunte une approche « interprétative cherchant à comprendre les sens et significations que les agents sociaux confèrent aux phénomènes et à leur environnement » puisque ces « compréhensions partagées » seraient à la source de leurs pratiques¹³. En d'autres termes, le discours constructiviste privilégie l'« ontologie de la praxis », c'est-à-dire la logique interactive et la connaissance de la pratique des diplomates. En un mot, durant la guerre froide, les différentes administrations américaines ont agi face aux objets et face aux acteurs soviétiques et alliés, sur la base des significations que ces objets ou que ces acteurs avaient pour eux. D'autre part, les significations étaient le résultat des interactions des deux diplomaties¹⁴, dans le sens où la perspective constructiviste est envisagée comme interrogation relative à la façon et non pas sur la cause des relations internationales. En quelque sorte, les tenants de la perspective constructiviste agissent de la même manière que les philosophes du siècle des Lumières en ce qu'ils se contentent du « comment » en laissant de côté le

13. Martin Hollis, Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 1-91.

14. Alexander Wendt, « Anarchy is what make of it : The social construction of power », *International Organization*, vol. 46, n° 2, 1992, p. 391-425.

« pourquoi ». D'une certaine façon, la perspective constructiviste s'inspire de l'esprit scientifique des Lumières.

Les relations internationales dans la période qui nous occupe étaient « un jeu à somme nulle »¹⁵. Les sommes étaient quasiment les mêmes du début à la fin. Dès lors, tout gain qu'un joueur pouvait réaliser, ne pouvait l'être qu'au détriment de l'autre. Il ne pouvait y avoir de bénéfices mutuels. Il fallait donc empêcher à tout prix l'autre de progresser. Dans la même veine, il faut ajouter que la guerre froide a eu lieu parce que d'une part, les États-Unis ont voulu étendre leur influence au niveau de la planète entière tout en tentant de nier les droits que l'URSS avait acquis lors de la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, en ce qui concerne l'URSS, il faut noter que la nature même du système communiste, son caractère messianique et expansionniste venant se greffer sur un impérialisme russe, brisèrent la coalition des vainqueurs du second conflit mondial. En toute vraisemblance, il faut souligner l'incompréhension réciproque entre Américains et Soviétiques, les premiers mettant en exergue les valeurs universelles comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les seconds les zones d'influence.

De plus, chacun croyait à tort ou à raison que l'autre préparait la guerre contre lui¹⁶. Par ailleurs, comme le souligne André Kaspi¹⁷, de toute évidence, chacun des Super grands perçoit mal les intentions de l'autre, ou bien les exagère. Les Américains ont tendance à imaginer le pire, qu'il s'agisse de la Grèce et de la Turquie, ou de l'Europe occidentale. Ils constatent que, partout où elle est présente, l'Armée rouge donne à l'Union soviétique l'occasion de grignoter l'influence des Occidentaux, qu'un empire se crée à l'est de l'Elbe, qu'il pourrait bien s'étendre à l'ouest, voire au sud, que les Soviétiques ont des intentions expansionnistes qui ne laissent pas d'inquiéter.

La notion de guerre froide est récente. Historiquement, on peut conjecturer qu'elle est en toute vraisemblance la fille de la Seconde Guerre mondiale. L'entité spatio-territoriale qu'est l'Afrique centrale n'a pas échappé à la rivalité Est-Ouest, comme nous allons le voir.

II. LES MANIFESTATIONS DE LA GUERRE FROIDE EN AFRIQUE CENTRALE

Dans cette partie, nous analysons les marques de la guerre froide, dans le sous-ensemble géopolitique qu'est l'Afrique centrale à travers trois pays où il y a eu des traces de la confrontation Est-Ouest. Il s'agit du Congo-Léopoldville (actuelle République démocratique du Congo), du Congo-Brazzaville, et de l'Angola.

15. Pascal Boniface, *op. cit.*, p. 178.

16. *Ibid.*, p. 178-179.

17. André Kaspi, *Débat sur la guerre froide*. En ligne : http://hypo.ge-dip.etat-ge.ch/www/cliotexte/html/guerre_froide.1947.html (p. 1-2) (12 février 2001).

Les signes de la guerre froide au Congo-Léopoldville

Au début de la guerre froide, le Congo belge est l'objet d'un enjeu géopolitique explicable par ses matières premières, notamment son uranium, qui est alors vital pour la recherche nucléaire, surtout pour l'aboutissement du projet Manhattan¹⁸. Depuis l'accord de 1944 entre Américains et Belges, l'uranium congolais est sous la mainmise des États-Unis. À l'issue de la conférence de la Table ronde, tenue à Bruxelles en février 1960, le Congo belge devint indépendant le 30 juin 1960. Joseph Kasavubu, leader de l'Abako¹⁹ et Patrice-Émery Lumumba du MNC²⁰ deviennent respectivement président de la République et Premier ministre. Des troubles se produisent aussitôt, marqués par la mutinerie des soldats congolais qui rejettent la tutelle des officiers belges de la Force publique qui ne compte que très peu d'officiers noirs. Pour sécuriser ses ressortissants qui quittent le pays, le gouvernement belge décide d'y envoyer des troupes. Le 11 juillet, Moïse Tshombé proclame l'indépendance du Katanga, riche province minière tandis que les soldats du royaume de Belgique en prennent le contrôle. Les Casques bleus²¹ des Nations Unies présents au Congo, appelés par Lumumba, n'intervenant pas au Katanga, celui-ci brandit la menace d'en appeler à l'URSS.

Face à l'incapacité des 20 000 soldats onusiens à réduire la sécession katangaise, soutenue par les Belges, Lumumba réitère sa menace, conforté en cela surtout par les atermoiements des forces onusiennes. Cependant, Romain Yakemtchouk²², en dépit de ces tergiversations qu'il justifie par ailleurs, leur trouve des circonstances atténuantes et pense qu'elles ont un certain intérêt et une raison d'être :

« La présence de la force de l'ONU au Congo eut néanmoins pour mérite d'éliminer – ou de neutraliser certaines influences étrangères et évita le danger d'une confrontation militaire directe des grandes puissances en Afrique centrale, c'est précisément au moment où cette présence se justifiait incontestablement et tout particulièrement – la caisse de l'organisation était vide – et pour des raisons d'ordre institutionnel, aucun organe des Nations Unies n'ayant formulé une demande de prolonger le stationnement de la Force au Congo. Mais cette grave décision fut également due à une certaine attitude des dirigeants de l'Organisation, lesquels se trouvèrent, pour la première fois au cours de leur carrière internationale, dans une situation inédite et difficile, pleine d'imprévu, nécessitant beaucoup d'esprit d'initiative, de responsabilité et de courage. On y était pas préparé. »

18. Ce projet consistait à construire la première bombe A, et à consolider le monopole des États-Unis sur la maîtrise de l'arme nucléaire.

19. Association des Bakongo.

20. Mouvement national congolais.

21. En 1960 une résolution du Conseil de sécurité avait décidé de fournir une assistance militaire au gouvernement congolais. En 1961, ces forces avaient pour mission de maintenir l'intégrité territoriale et d'empêcher une guerre intra-étatique.

22. Romain Yakemtchouk, *L'Afrique en droit international*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1971, p. 110.

Toujours est-il que pour les Belges et les Américains par les initiatives de la *Central Intelligence Agency* (CIA)²³ tout comme pour les Occidentaux en général, le communisme menaçait le Congo. Pour éloigner et enrayer cette menace, ils envisagent l'élimination de dirigeants congolais soupçonnés de sympathie communiste. Preuve en réside précisément dans ce lucide constat de Murielle Guyard : « Lumumba devient pour les Occidentaux un personnage bien trop nationaliste, fanatique. De plus, il cherche l'aide du bloc communiste. Dès le mois d'août 1960, les Occidentaux, par les initiatives de la CIA, concentrent leurs forces pour l'éliminer du pouvoir. Ils utilisent l'ONU, voie légale pour intervenir au Congo. Le 5 septembre 1960, le président Kasavubu limoge Lumumba. Ce dernier cherche à riposter, mais les "casques bleus" font tout pour l'en empêcher, en fermant les aéroports du pays et en occupant les locaux de Radio-Léopoldville. Lumumba n'a donc plus aucune possibilité de s'exprimer ou de demander de l'aide extérieure. L'Union soviétique accuse alors l'ONU d'ingérence dans les affaires politiques du pays. »²⁴

Cette autre déclaration de Staerke, alors ambassadeur du royaume de Belgique à l'OTAN qui confirme le point de vue de Guyard est, à tout le moins on ne peut plus explicite : « Si les Belges sont forcés de quitter le Congo, les communistes auront les mains libres au Congo [...] La situation serait meilleure si le président Kasavubu, le Premier ministre Lumumba et le ministre de l'Information Kashamura disparaissent de la scène. » Dans la même veine, ces propos du ministre des Affaires étrangères Pierre Wigny : « Il faut mettre Lumumba hors d'état de nuire » comme ceux du ministre des Affaires africaines Harold d'Aspremont Lynden qui voulait l'« élimination définitive »²⁵ de Lumumba, sont sans ambiguïté sur le sort qui était réservé Lumumba.

Ces citations par leur cynisme sont suffisamment claires pour qu'on s'y arrête outre mesure. Néanmoins, à la lecture des propos de M. Guyard, du discours du diplomate belge, et des déclarations des membres du gouvernement belge, on peut déduire que la Belgique a contribué incontestablement à l'assassinat du leader nationaliste congolais pour ne pas dire l'unitariste radical²⁶, Patrice-Emery Lumumba²⁷, à l'éviction de Kasavubu²⁸ et de Kashamura de la scène politique congolaise. Par ailleurs, les Occidentaux par Belges interposés étaient en toute vraisemblance d'accord pour éloigner le spectre communiste du Congo, tout en évitant une confrontation directe avec Moscou. En outre, la guerre froide, au regard de

23. Jean-Dominique Geslin, « Lumumba : le mythe est intact », *Jeune Afrique L'intelligent*, n° 2133, 2001, p. 36.

24. Murielle Guyard, « Les puissances occidentales et la crise congolaise : de la sécession katan-gaise à l'accord de Kitona », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 196, 1999, p. 54.

25. Colette Braeckman, « La Belgique confrontée à son passé colonial », *Le Monde diplomatique*, n° 574, 2002, p. 22.

26. William Zartman, *La résolution des conflits en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 124.

27. Patrice-Emery Lumumba était partisan d'un État unitaire congolais.

28. De son côté, Joseph Kasavubu voulait un État congolais fédéral.

ses enjeux économiques au Congo a contribué à empêcher les autorités congolaises, élues en mai 1960 à la tête du pays, de le gouverner.

La monarchie belge était au courant du complot contre Lumumba. Comme on peut en substance le constater dans ces propos : « Le chef de la maison militaire du roi était tenu informé de certaines actions entreprises contre Lumumba. De plus, le roi Baudouin a reçu, en octobre 1960, une correspondance l'informant des intentions de Tshombé et de Mobutu d'éliminer Lumumba. Le roi n'a pas communiqué cette information au gouvernement, ce qui pose un problème constitutionnel majeur, puisque le roi avait pour devoir de porter à la connaissance de l'exécutif tous les faits politiques importants. » À l'évidence Lumumba déplaisait aux autorités belges au point de provoquer un dysfonctionnement de communication entre la monarchie et le gouvernement belge.

La crise congolaise qui est la première manifestation de la guerre froide en Afrique centrale, a donné l'occasion à l'armée congolaise, aidée par le camp occidental, de faire un *pronunciamento* le 25 novembre 1965, et à Joseph-Désiré de prendre le pouvoir. Dans cet imbroglio congolais, le camp occidental sort vainqueur par Mobutu interposé. Celui-ci a gouverné le pays jusqu'en mai 1997, avant son éviction par Laurent-Désiré Kabila qui lui-même a été remplacé par son fils Joseph Kabila en février 2001, après son assassinat.

Les traces de la guerre froide au Congo-Brazzaville

Après trois journées d'émeutes, une révolution éclate dans ce pays. Celle-ci, qui met fin au régime de l'abbé Fulbert Youlou, va basculer le pays dans le camp de l'internationalisme prolétarien. Cette révolution attira la sympathie de l'UPC²⁹ et affecta les relations³⁰ congolo-camerounaises qui connurent de 1963 à 1973 une véritable « guerre froide ». Désormais progressiste, le Congo-Brazzaville de 1963 à 1967, tout en ayant accepté le principe de l'existence du Cameroun en tant qu'État, aida les maquisards de l'UPC à renverser le régime du président Ahidjo, en mettant à leur disposition des appuis stratégiques. La sympathie du Congo-Brazzaville pour les maquisards camerounais contribua à raviver et à favoriser la multiplication des incursions des rebelles en territoire camerounais. L'UPC avait ainsi une base arrière. Cette ingérence congolaise dans les affaires camerounaises provoqua beaucoup d'incidents entre les deux pays. Ainsi, le 6 septembre 1964, le député camerounais Pierre Stéphane Ninékam est entré sur le territoire congolais. Le 31 janvier 1966, un travailleur congolais du chantier de Socambo fut arrêté sur ordre du sous-préfet de Moloundou. Le 19 janvier 1967, un ressortissant congolais, alors en congé administratif, fut arrêté et détenu par la brigade de gendarmerie d'Abong-

29. Ce sigle signifie Union des populations du Cameroun.

30. Pour des raisons idéologiques, le Congo-Brazzaville fit le choix de s'opposer au gouvernement camerounais.

Mbang où il était allé rejoindre son épouse. Du 1^{er} au 9 mai 1967, un avion étranger, probablement camerounais avait survolé à basse altitude la sous-préfecture congolaise de Souanké³¹.

Ce dernier incident suscita une réaction mesurée des autorités congolaises. C'est du moins le contenu de cette mise au point des autorités diplomatiques congolaises :

« Le ministère des Affaires étrangères a pensé que cet appareil appartient à la République du Cameroun et se voit dans l'obligation d'attirer l'attention de son ambassade à Brazzaville sur ces faits parce que l'incident se situe à la frontière des deux pays. Le gouvernement congolais ne souhaiterait pas compte tenu des dispositions permanentes qu'il a mis en place le long des frontières pour la protection du territoire national, se rendre coupable d'un acte (tir de DCA) qu'il serait pratiquement impossible de réparer. »³²

Pour sa part, Yaoundé avait multiplié les avertissements auprès de Brazzaville, notamment au sujet de la sécurité des diplomates et des Camerounais hostiles à l'UPC. C'est en substance le libellé de cette note verbale :

« L'ambassade du Cameroun attire, une fois de plus, la bienveillante attention du ministère des Affaires étrangères sur les dangers qui pèsent sur les ressortissants camerounais vivant d'une façon légale à Brazzaville, ainsi que sur les membres de l'ambassade du Cameroun, de la part de ceux-là mêmes, qui, non seulement œuvrent pour la destruction des liens entre le Cameroun et Congo, mais encore se permettraient, par abus d'hospitalité qui leur est offerte, de se substituer aux autorités congolaises pour se livrer à des actes de police. »³³

Le 3 décembre 1967, un accrochage mineur eut lieu entre les rebelles upécistes et les élèves gendarmes camerounais près de la rivière Lelé. C'est d'une certaine façon le sens du commentaire que le ministre camerounais des Forces armées avait fait de cet incident :

« Le 3 décembre, un groupe d'élèves gendarmes, en nomadisation de routine, a été surpris aux environs de la rivière Lelé, arrondissement de Djoum, vers la frontière Cameroun - Congo-Brazzaville, par des individus armés et qui ont tiré sur eux, faisant deux morts et quelques blessés. Se regroupant aussitôt, les élèves gendarmes ont riposté et les ont mis en fuite. Des mesures de sécurité ont été prises et des renforts immédiatement acheminés dans le secteur. Depuis quelques semaines, des renseignements faisaient état de l'intention des rebelles camerounais installés au Congo-Brazzaville de s'infiltrer sur le territoire national pour y susciter des troubles. Tout laisse croire que ce soient ces rebelles qui ont attaqué nos jeunes recrues. »³⁴

31. Dominique Ouvanguiga, « La "guerre froide" entre le Congo et le Cameroun (1963-1973) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 181, 1996, p. 53-56.

32. Note verbale n° 1755, MAE du Congo, Dominique Ouvanguiga, *op. cit.*, p. 56.

33. Note verbale n° 34 de l'ambassade du Cameroun au Congo, Dominique Ouvanguiga, *op. cit.*, p. 56-57.

34. Agence France-Presse, dépêche du 8 décembre 1967.

Par rapport à ce même incident, le chef de la diplomatie camerounaise avait protesté officiellement en informant l'opinion nationale et internationale du soutien politique et stratégique que Brazzaville accordait à l'UPC : le 11 décembre 1967, devant les diplomates accrédités à Yaoundé, Benoît Bindzi informa la communauté internationale sur une probable participation des communistes chinois ou cubains aux côtés des rebelles upécistes³⁵.

De 1963 à 1965, un certain relâchement caractérise les relations congolo-camerounaises. En 1966, Brazzaville, las de ses hôtes de l'UPC, leur impose certaines restrictions. En dépit de cette nouvelle attitude congolaise, les rapports entre les deux pays ne connurent pas d'amélioration. À partir de 1968, les relations entre les deux États sont tendues. En dépit de cette tension, les deux gouvernements créent une commission mixte permanente dont l'objectif est de « renforcer les relations et de promouvoir la coopération entre les deux pays ». Cette commission devait se réunir tous les six mois alternativement au Congo et au Cameroun. Du 19 au 24 avril 1968, elle tint sa première réunion à Brazzaville. Les deux délégations, à l'issue des travaux décident l'expulsion des nationalistes camerounais installés en territoire congolais.

En 1969, les deux pays poursuivent les négociations dont l'aboutissement est l'expulsion de 13 rebelles camerounais ayant des identités étrangères. Parmi eux, se trouvaient les principaux dirigeants de l'UPC : Woungly Massaga Ngouo, Emmanuel Gouaya, Moussolo, Ben Salem, Manuel Taty³⁶. De 1963 à 1973 les relations entre Brazzaville et Yaoundé furent marquées par la guerre froide, et surtout par la prise en compte des desiderata de la diplomatie camerounaise. C'est ce qui ressort de ce constat fait par l'historien internationaliste congolais Ouvanguiga qui note : « Une tendance assez nette au changement dans le sens souhaité par le Cameroun... Le rapprochement entre les deux pays est dû à l'expulsion des rebelles camerounais repliés sur le territoire congolais. »³⁷

La République d'Angola a également été un théâtre de la guerre froide.

Les marques de la guerre froide en Angola

La guerre de libération contre les colons portugais a été menée par trois mouvements indépendantistes : le FNLA³⁸ de Holden Roberto, le MPLA³⁹ de Viriato da Cruz et d'Agostino Neto et l'UNITA⁴⁰ de Jonas Malheiro Savimbi. Conscients de l'impasse de la triple guerre coloniale dans laquelle se trouvait leur pays, les militaires portugais prirent le pou-

35. Agence France-Presse, 11 décembre 1967.

36. Dominique Ouvanguiga, *op. cit.*, p. 71.

37. *Ibid.*, p. 64-86.

38. Ce sigle veut dire Front de libération nationale de l'Angola.

39. Mouvement populaire de libération de l'Angola.

40. Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.

voir en 1974. Ce coup d'État qualifié de « révolution des Œillets » n'est pas la reconnaissance par Lisbonne de l'impossibilité de gagner la guerre, mais de son inutilité. Les militaires qui prennent le pouvoir le 25 avril 1974, souhaitent en premier lieu mettre fin à la triple guerre coloniale que livre alors le Portugal⁴¹.

À en croire Antoine Rozes⁴², l'effondrement du pouvoir portugais en 1974 est le fruit de la déliquescence politique liée aux guerres coloniales et au regain d'intérêt de l'édification européenne : « L'usure politique consécutive aux années de guerre coloniale dans ses trois provinces africaines, le coût exorbitant de ces trois conflits interminables et l'attraction croissante qu'exerce la construction de l'Europe communautaire, achèvent le régime portugais, vieillissant et anachronique, qui s'effondre le 24 avril 1974 [...] À partir de cette date, l'Empire lusitanien se délite rapidement. Le Portugal, en proie à une crise politique grave et devenu incapable de faire régner l'ordre dans ses provinces ultramarines, abdique ses responsabilités de puissance tutélaire. Le chaos n'est pas loin en Angola. »

C'est dans ce contexte qu'au lendemain du coup de force, les Portugais, en quittant brutalement l'Angola, accordent l'indépendance à leur ancienne colonie, le 11 novembre 1975. Cette accession à l'indépendance se fait sur fond de divergences⁴³ entre les trois mouvements indépendantistes, qui ne sont jamais arrivés à s'entendre sur une stratégie et des programmes communs. En conséquence, l'émancipation politique de l'Angola ouvre une course au pouvoir entre les mouvements nationalistes qui embrase le pays. Le 11 novembre 1975, deux gouvernements sont mis en place : celui de la République populaire d'Angola avec le MPLA, et celui de la République populaire et démocratique d'Angola avec le FNLA et l'UNITA.

Les deux protagonistes angolais vont, pour espérer remporter la victoire, nouer des alliances idéologiques⁴⁴. Le FNLA bénéficie du soutien de l'Afrique du Sud, appuyée par les États-Unis, la France et la Belgique qui refusent de voir le marxisme-léninisme revenir en Afrique centrale après l'avoir freiné au Congo-Léopoldville comme nous l'avons déjà vu⁴⁵. Devant l'affaiblissement du FNLA, l'Afrique du Sud accorde son aide à l'UNITA. De son côté, le MPLA est soutenu par le camp anti-impérialiste. Pour aider leur allié, l'URSS et Cuba déclenchent l'Opération Carlota qui va acheminer près de 16 000 soldats cubains ou *barbudos* vers Luanda. Ce contingent renforce les 1 000 soldats cubains qui étaient déjà en Angola

41. Jean Savoye, « Les guerres dissemblables d'Angola et du Mozambique », *Relations internationales et stratégiques*, n° 23, 1996, p. 159.

42. Antoine Rozes, « Les Sud-Africains et l'Angola : treize années d'hostilité, 1975-1988 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 196, 1999, p. 105-124.

43. Ces divergences sont d'ordre ethnique, personnel et idéologique.

44. De 1945 à 1988, le régime de Prétoria s'est impliqué à plusieurs reprises dans le conflit angolais. Ce qui se justifie aisément car l'Afrique du Sud a été un allié constant de l'UNITA.

45. Cf. *supra*, p. 58.

depuis 1947⁴⁶. Ces forces cubaines qui aidaient les Forces armées populaires de libération d'Angola, étaient conseillées par 3 500 conseillers civils et militaires soviétiques.

Désormais, le jeune État entrait de plain-pied dans la guerre froide. Deux camps farouchement opposés s'affrontent avec pour objectif le contrôle de l'Angola. Le MPLA avec l'assistance des Cubains remporta la bataille de Luanda en novembre 1975. La bataille de Mavinga fut, en revanche, remportée par l'UNITA en 1989-1990. Celle de Cuito Cuarnavale, la plus meurtrière, ne fit ni vainqueur ni vaincu. De 1975 à 1991, les protagonistes se rendent à l'évidence qu'une solution militaire est impossible d'où les accords de New York⁴⁷ et de Bicese⁴⁸, présidés par l'URSS et les États-Unis. En 1988, l'UNITA et l'armée sud-africaine sont repoussées par les armées cubaines et angolaises devant Cuito-Cuarnavale⁴⁹.

Provisoirement, le MPLA remporta la victoire et se maintint au pouvoir à Luanda. L'année 1988 marque également la fin de la guerre froide en Afrique centrale en général et en Angola en particulier avec l'arrêt des interventions extérieures. Par rapport à celles-ci, on peut dire qu'elles furent capitales, vu la division des forces nationalistes et l'enjeu stratégique. C'est du moins le sens de cette analyse de Gérard Chaliand⁵⁰ : « Tout, dans la situation angolaise, se liguait pour que les interventions extérieures soient décisives : la rivalité des mouvements nationalistes angolais, le contrôle très limité que chacun d'eux exerçait sur une portion du pays, le vide créé par le départ des Portugais et l'importance de l'enjeu stratégique. Le résultat final des différentes interventions fut la présence d'une vingtaine de milliers de Cubains militaires et techniciens civils. »

En guise de conclusion

En définitive, la guerre froide n'a pas dégénéré en conflit direct en Afrique centrale entre les deux grandes puissances tout comme elle n'a pu le faire ailleurs. Ce qui se conçoit aisément puisque la guerre froide ne s'est jamais développée à l'extrême, en dépit de la propagande, des menaces et d'une agressive rhétorique. À vrai dire, les « partenaires adversaires » pour reprendre Pascal Boniface⁵¹ ont eu des fortunes diverses en Afrique centrale. Ainsi, au Congo-Léopoldville, les Américains et le monde libre ont remporté la partie car ils ont réussi à imposer leur homme, Joseph-Désiré Mobutu, au pouvoir. En conséquence, le Congo-Léopoldville

46. George Bender, *Angola, the Cubans and Americans anxieties, Foreign Policy*, n° 31, 1978, p. 72.

47. L'accord de New York, signé en décembre 1988, prévoyait le retrait cubain d'Angola et l'indépendance de la Namibie.

48. Paraphé en 1991, l'accord de Bicese prévoyait des élections libres en Angola au terme d'une période transitoire.

49. Jean Savoye, *op. cit.*, p. 162.

50. Gérard Chaliand, *L'enjeu africain. Géostratégies des puissances*, Bruxelles, Complexe, 1984, p. 34.

51. Pascal Boniface, *Lexique des relations internationales*, Paris, Ellipses, 1995, p. 123.

resta une zone d'influence des Occidentaux. Au Congo-Brazzaville, le marxisme-léninisme s'est également imposé, puisque les socialistes scientifiques de Brazzaville ont dénoncé et révisé les accords qui les liaient à Paris. En Angola, le camp anti-impérialiste ou bloc de l'Est conduit par les Soviétiques et les Cubains a remporté la mise par le biais de son allié le D^r Agostino Neto.

Contre son gré, l'Afrique centrale a été au centre des enjeux diplomatico-stratégiques Est-Ouest qui la dépassaient. Ainsi, ces trois pays se sont alignés en fonction de leur sensibilité idéologique : le Congo-Léopoldville sur le camp occidental ; le Congo-Brazzaville et l'Angola pour leur part sur le camp socialiste.

Antoine-Denis N'DIMINA-MOUGALA,
*École normale supérieure,
Libreville (Gabon).*